

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 48

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2619 - Prix : 1€

ÉDITORIAL

Même pour le climat,
le capitalisme nous
mène à la
catastrophe !

Loi Pacte : entre
Macron et les patrons
Page 3

Violences conjugales
La mobilisation
continue !
Page 5

Hollande : du vent !
Page 7

Sainte-Suzanne

Les ASEM refusent
d'être mises devant le
fait accompli !
Page 10

Brésil

Ce que prépare
l'extrême droite
Page 11



Même pour le climat, le capitalisme nous mène à la catastrophe !

Des dizaines de milliers de personnes ont participé ce week-end à des « marches pour le climat ». Ces manifestations font suite à la publication d'un rapport alarmant des experts climat de l'ONU. D'après ceux-ci, si le réchauffement climatique se poursuit au rythme actuel, les conséquences peuvent devenir irréversibles d'ici une vingtaine d'années : cyclones plus violents et pluies extrêmes dans certaines régions du monde, vagues de chaleur et incendies dans d'autres, disparition de nombreuses espèces animales, sécurité alimentaire et santé des populations humaines menacées.

Limiter le réchauffement climatique serait possible : « *Les lois de la physique et de la chimie le permettent* », déclarait récemment l'un des auteurs de ce rapport. Mais les lois qui régissent l'organisation de la société sont celles du capitalisme, fondées sur la course au profit, la concurrence entre les patrons et les affrontements entre les États à leur service. Et tant qu'il en sera ainsi, aucune mesure susceptible d'empêcher la catastrophe climatique annoncée ne sera possible.

Des conférences réunissant les dirigeants du monde entier se tiennent régulièrement. Mais aucune de ces grandes messes médiatiques n'a jamais débouché sur la moindre mesure un tant soit peu contraignante. Fort de la toute puissance des États-Unis, Trump revendique cyniquement le droit de polluer pour l'industrie américaine. Il ne fait que souligner brutalement quelles sont les relations dans le monde capitaliste, basées exclusivement sur les rapports de force, où chaque État se montre avant tout préoccupé de défendre les intérêts de ses multinationales.

Les chefs d'État, quelle que soit

leur bonne ou mauvaise volonté supposée, sont tout aussi impuissants à résoudre le problème climatique qu'à faire face à la crise de leur économie. Même quand, soumis à la pression des opinions publiques, ils n'ont que l'écologie ou la défense de l'environnement à la bouche, leur action se limite à organiser des campagnes pour lutter contre le gaspillage, pour réduire l'usage du plastique et la place de la voiture...

Le plus souvent, quand des mesures sont prises, elles consistent à faire payer le consommateur au nom de la lutte contre la pollution. Ainsi, c'est au nom de la « lutte contre le diesel » que Macron et son gouvernement ont décidé d'augmenter les taxes sur les carburants. Les automobilistes, en particulier les millions de travailleurs qui n'ont pas d'autre choix pour se déplacer que de prendre leur véhicule, vont payer alors que ce sont les constructeurs automobiles qui ont développé le diesel, sans se soucier des conséquences pour l'environnement et la santé.

Dans la mesure où les préoccupations écologiques des consommateurs peuvent faire naître de nouveaux marchés, les capitalistes sont prêts à développer des technologies présentées comme respectueuses de l'environnement, à multiplier les labels verts et à vendre des produits prétendument bios... Mais la promesse de gain et d'enrichissement est le seul critère qui détermine leur choix. On l'a vu avec le scandale de l'amiante, utilisée à grande échelle alors qu'on savait que c'était un poison mortel, et qui fait encore chaque année 100 000 morts dans le monde. Dans leur course au profit, les capitalistes n'hésitent pas à saccager la nature, en se moquant autant des pollutions qu'ils provoquent que des conditions de travail des salariés qu'ils



exploitent.

Pour être efficace, pour agir sur le climat qui ne connaît pas de frontières nationales, il faudrait planifier à l'échelle planétaire l'utilisation des ressources naturelles et la gestion des déchets en s'appuyant sur une volonté collective de défendre le sort de la planète et de l'humanité tout entière. Une telle organisation est totalement impossible dans le cadre du capitalisme fondé sur la propriété privée des grands moyens de production, la recherche du profit individuel et les lois du marché. Renverser ce système anarchique et incontrôlable est une nécessité pour permettre à l'humanité de maîtriser son destin et celui de la planète.

Les travailleurs n'ont aucun intérêt au maintien de ce système fondé sur l'exploitation. Placés au cœur de la production, ils sont les seuls à pouvoir mettre fin à la domination de la bourgeoisie et à réorganiser l'économie sur des bases collectives de façon à satisfaire les besoins de la majorité tout en préservant l'environnement. Plus que jamais, l'avenir de l'humanité en dépend.

Loi Pacte : entre Macron et les patrons

L'Assemblée a adopté la loi Pacte (Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises) en première lecture mardi 9 octobre. Sous prétexte de « favoriser la compétitivité des entreprises », ce texte prévoit une série de cadeaux en faveur du patronat et de nouvelles attaques contre les droits des salariés.

L'un des principaux cadeaux financiers concerne le « forfait social », une contribution patronale à la Sécurité sociale obligatoire pour toutes les rémunérations non soumises à cotisations sociales, comme la participation ou l'intéressement. Les entreprises de moins de 250 salariés n'auront plus à s'en acquitter sur l'intéressement, et celles de moins de 50 en sont exonérées aussi pour la

participation. Le montant de ce cadeau s'élèverait à 500 millions d'euros.

Autre mesure, la loi Pacte modifie les seuils sociaux qui, en fonction de l'effectif, déterminent les obligations d'une entreprise concernant notamment les cotisations et les impôts, et les droits des salariés. Ainsi, le règlement intérieur (qui précise des règles d'hygiène, de sécurité, de temps de travail, la mise en place d'un local de restauration et les contributions sur l'Action Logement, ex-1 % patronal) ne deviendrait obligatoire qu'à partir de 50 salariés dans l'entreprise au lieu de 20 auparavant. En outre, la loi considère qu'un seuil n'est franchi que si l'effectif le dépasse pendant cinq années consécutives. Autant dire

que cette disposition permet aux patrons de s'affranchir de bien des contraintes, en faisant varier temporairement leur nombre de salariés. Pour les patrons, le gain attendu de ces modifications est estimé à près de 600 millions d'euros, dont 470 millions dès 2019.

Au total, la facture pour les finances publiques va dépasser un milliard d'euros. Cela représente autant d'argent que l'État cherchera à économiser dans les hôpitaux, dans l'éducation ou dans les transports. Tel est bien le pacte conclu entre gouvernement et patronat : des cadeaux aux entreprises payés par des sacrifices imposés aux travailleurs et aux classes populaires.

Réforme du Parlement : entre démagogie et partage des sièges entre les mêmes

Un des futurs projets portés par l'actuel gouvernement concerne la réduction du nombre des parlementaires. De 577, ils passeraient à 404. Macron et Philippe font ainsi mine de vouloir faire des économies en tenant compte d'une opinion selon laquelle les élus et les politiciens sont ceux qui coûtent le plus cher au pays.

Il s'agit là d'une illusion, car députés et mêmes ministres, s'ils sont bien mieux payés que les ouvriers ou les employés, restent des petits gagnants par rapport à ce qu'engrangent capitalistes, banquiers et gros actionnaires, dont ils ne sont que les larbins. Et pour Macron et Philippe, il n'est bien sûr pas question de toucher à ces intérêts-là !

Dans la même veine d'enfumage ils affichent leur intention d'accompagner cette diminution du nombre de parlementaires d'une dose de députés (61) élus à la proportionnelle...

Ce qui pourrait apparaître comme un peu plus de démocratie est en fait réservée aux partis ayant recueilli au moins 5 % des voix exprimées excluant ainsi de représentation les centaines de milliers d'électeurs ayant voté pour les candidats révolutionnaires tels ceux de Lutte ouvrière ou

du NPA. Ces députés reviendraient donc en prime aux partis déjà largement représentés à l'Assemblée nationale tels que LREM ou Les Républicains. Une assemblée où la voix des travailleurs et des plus pauvres n'est donc pas près de résonner !

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 20 OCTOBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 21 OCTOBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT- ANDRÉ
VENDREDI 2 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 3 NOVEMBRE de 9H00 à 10H30

Retraites : le pouvoir prépare ses attaques

Après s'en être pris de front aux retraités actuels, qui ont subi l'augmentation de la CSG et un nouveau blocage des pensions par le biais d'une revalorisation bien inférieure à l'évolution des prix, Macron et son gouvernement voudraient s'en prendre maintenant aux futurs retraités.

La nouvelle mesure mise en avant par le gouvernement serait l'instauration d'un âge pivot à 63 ans, en deçà duquel le salarié qui prendrait sa retraite se verrait appliquer une décote. En clair, même si l'âge légal de départ en retraite resterait à 62 ans, le salarié partant à cet âge verrait son montant de pension diminué, sans qu'on sache de combien exactement. Ce serait une forte incitation financière à reculer son départ à la retraite, car dès maintenant, et sans même cette mesure, une grande majorité des retraités ne touchent qu'une pension bien inférieure à ce qu'il faudrait pour vivre décemment.

C'est cette même idée qu'il y a déjà dans l'accord signé entre le MEDEF, la CFDT, la CFTC et la CGC sur les retraites complémentaires, qui impose aux retraités une décote de 10% sur la complémentaire pendant trois ans s'ils ne travaillent pas au



moins une année de plus au-delà de l'âge auquel ils peuvent partir à la retraite.

Le gouvernement avance encore à pas comptés. Ainsi, Macron a annoncé que rien ne serait définitivement arrêté avant les élections européennes. Ce report prouve au moins que Macron se sent moins fort que ses airs autoritaires peuvent le faire croire et qu'il craint la colère qui pourrait éclater parmi les victimes de sa politique : les travailleurs présents et passés. Mais cela rappelle aussi

que le monde du travail doit se méfier comme de la peste de dirigeants syndicaux qui, à l'image du secrétaire de la CFDT Berger, font semblant de menacer le gouvernement alors qu'eux-mêmes ont déjà souscrit par ailleurs aux mêmes attaques contre les salariés. Plus que jamais, les travailleurs ne doivent faire confiance qu'à eux-mêmes et à leurs propres forces.

Privatisations : de la fraîche pour les bourgeois

La loi Pacte autorise le gouvernement à aller jusqu'à privatiser totalement Aéroports de Paris et Engie (ex-GDF-Suez), et à réduire de 72 % à moins de 20 % sa part dans le capital de la Française des jeux.

Ce sont des entreprises prospères, et les députés des oppositions de droite et de gauche ont accusé le gouvernement de « brader les bijoux de famille », tout en prenant le risque de faire passer des secteurs essentiels sous contrôle de l'étranger. Mais cette vente vise justement à livrer au capital privé des sociétés immédiatement rentables. Il s'agit d'assurer aux

investisseurs des profits garantis sans trop de risques et des valeurs qui progressent. Et la bourgeoisie a encore en vue quelque 80 autres milliards de participations de l'État.

Les milliards qu'engrangeront l'État serviront pour une part à rembourser une partie de la dette de l'État, contractée pour l'essentiel pour sauver les banques, et pour l'autre part, à abonder un fonds de dix milliards « pour une innovation de rupture ». On peut être sûr que le rôle d'un tel fonds, à la dénomination bien obscure, sera d'une manière ou d'une autre d'arroser le patronat.

Le Maire a bien sûr juré, la main sur le cœur, que l'État conserverait sur les sociétés qu'il propose à la vente un contrôle strict. On sait ce que valent les engagements d'un État tout dévoué à la classe riche : les patrons font ce qu'ils veulent et l'État regarde ailleurs quand les prix galopent, que le service rendu diminue et que les salariés sont licenciés ou poussés vers la sortie. C'est ce qui s'est passé à France Télécom et dans nombre d'entreprises privatisées. Du moment que les actionnaires empoignent, aux yeux des ministres, tout est pour le mieux.

L'impôt : une arme des riches contre les pauvres

La TVA, impôt particulièrement injuste parce qu'il frappe indistinctement riches et pauvres, rapporte 150 milliards d'euros à l'État. Par contre, l'impôt sur le revenu n'en rapporte qu'à peine la moitié, 70 milliards.

En effet, au-delà de 20 000 euros de revenus mensuels (eh oui ça existe !), l'impôt sur le revenu s'effondre. Les sommes perçues au-delà ne sont quasiment plus imposées, c'est donc tout bénéfique pour les individus concernés.

L'impôt épargne les plus riches et saigne les malheureux. L'impôt devrait être proportionnel à la richesse pour être juste. Un tel principe est incompatible avec le système capitaliste dans lequel nous vivons, car celui-ci est basé sur l'exploitation des travailleurs. Nous n'avons aucun cadeau à attendre de sa part, c'est pourquoi il faudra l'abattre pour que la justice sociale puisse triompher !

Le droit à la santé... pas pour les plus pauvres !

En France, « pays des droits de l'homme », dotée paraît-il d'un « modèle de protection sociale » qu'envie le monde entier, près d'un citoyen sur trois a renoncé à se faire soigner ces douze derniers mois, c'est ce qui ressort d'un sondage CSA effectué pour le compte de la Cofidis.

Pourquoi ? Parce que le reste à charge pour les malades les plus pauvres est trop élevé pour eux, ce qui fait qu'ils renoncent à se soigner, dans 67 % des cas quand il s'agit de soins dentaires, dans 34 % des cas pour les soins d'optique et dans 16 % des cas pour les consultations chez un spécialiste.

Cette situation découle de l'appauvrissement d'une grande partie de la population laborieuse dû essentiellement aux pertes d'emplois et

à la politique de déremboursement des médicaments et actes médicaux décidés par tous les gouvernements qui se sont succédé depuis quarante ans. Ces déremboursements étant eux-mêmes la conséquence du déficit de la Sécurité sociale généré par les exonérations massives de cotisations sociales accordées au patronat.

Plus les gouvernements et les collectivités font de cadeaux aux capitalistes et plus la situation des travailleurs, des chômeurs et des retraités se dégrade, y compris en matière de santé !

Seule la lutte pour de meilleurs salaires, pour l'interdiction des licenciements et, au contraire, pour l'embauche de tous les chômeurs, pourra permettre à tous de bénéficier des mêmes droits !

Violences conjugales : la mobilisation continue

Samedi 6 octobre, des manifestations pour dénoncer le manque de moyens dans la lutte contre les violences conjugales ont eu lieu dans plusieurs villes de France. Chaque année plus de 225 000 femmes en France subissent des violences qui se terminent parfois par des meurtres : tous les trois jours, en France, une femme meurt sous les coups de son conjoint. Les budgets du gouvernement sont en baisse et les sommes annoncées récemment par Marlène Schiappa sont largement insuffisantes : 120 000 euros pour développer le numéro d'écoute gratuit 3919, et 4 millions d'euros pour une campagne audiovisuelle. Mais rien n'est fait pour aider les associations à se développer ou encore ouvrir des foyers d'accueil.

Les violences conjugales perdurent, car elles sont l'une des conséquences du sexisme qui règne encore largement dans la société. C'est parce que les femmes restent

considérées comme des êtres inférieurs que certains hommes, dans tous les milieux sociaux, se permettent de les traiter comme leurs objets, de les violer et de les frapper. Les violences conjugales sont l'une des expressions des relations de pouvoir des hommes à l'égard des femmes, l'une des expressions de relations de domination qui structurent une société basée sur les inégalités sociales. La police et la justice reflètent cela. Les victimes livrées à elles-mêmes, subissent régulièrement le mépris des policiers leur suggérant qu'elles exagèrent pour gagner leur divorce. Elles sont laissées sans ressources ni protection dans l'attente d'un procès qui tarde et celles qui trouvent le courage d'aller porter plainte affrontent un véritable parcours

d'obstacles.

Ce sont les luttes des femmes et des hommes n'acceptant pas cette domination qui ont fait reculer le sexisme et les inégalités dans certains domaines. Imposer à l'État de dégager les moyens que réclament ceux qui luttent contre les violences conjugales fait partie de ce combat qui se poursuit. Un appel est d'ores et déjà lancé pour organiser une nouvelle marche le 24 novembre.



L'éducation c'est un droit !



Alors que le gouvernement, ainsi que les collectivités font la louange des aides attribuées aux étudiants qui souhaitent aller faire leurs études hors de l'île, beaucoup attendent la prise en charge de leurs billets d'avions.

De plus les compagnies aériennes ne sont pas gênées pour aligner les tarifs vers le haut et les familles les plus modestes sont désespérées et ne savent pas comment ils vont faire pour que leurs enfants continuent

leurs études.

D'autres familles, pourtant éligibles à l'aide, se sont saignées pour payer les billets souvent au détriment d'autres dépenses tout aussi importantes.

Beaucoup de jeunes dont les parents n'ont aucun moyens financiers pointeront à Pôle emploi ou se dirigeront vers des études qui ne leur conviendront pas.

Les jeunes des classes populaires sont sacrifiés sur l'autel du profit capitaliste auquel l'État réserve toutes ses attentions... et les milliards volés à toute la société. Il faudra renverser ce système et remettre l'économie au service de la majorité et non à celui d'une minorité parasite et prédatrice. C'est la meilleure leçon que la jeunesse doit retenir.

Plutôt nos vies que leur bourse !



En l'espace de 5 jours (du lundi 1er octobre au vendredi 6 octobre), la bourse française a chuté de 150 points. Les propriétaires de capitaux craignent en effet que les États européens ne puissent plus honorer leurs dettes souveraines sur lesquelles ils ont spéculé !

En effet la bourse permet aux spéculateurs de gagner de l'argent en rachetant la dette des États et en leur imposant en plus le paiement d'intérêts considérables.

Il n'est pas question de plaindre ces spéculateurs pour la chute de leurs actions en bourse. Mais en cas d'accentuation et d'emballage de ce processus, cela pourrait se traduire par un reflux massif de liquidités dans les entreprises avec à la clé leurs fermetures et des licenciements mas-

sifs.

Le capitalisme a atteint un niveau de pourrissement tel qu'il n'investit carrément plus dans la production, mais mise de plus en plus d'argent dans des opérations financières aléatoires (spéculation boursière, rachat d'entreprises, œuvres d'art, biens luxueux) mobilisant pour cela des milliers de milliards d'euros... qui manquent cruellement à l'appel pour le logement, la santé, les transports en commun, la recherche médicale, l'enseignement, les emplois et les salaires !

Un système fou dont les travailleurs font de plus en plus les frais partout dans le monde, et qu'ils ont tout intérêt à mettre au plus vite au rancart !

Fil Rouge

Parcours sup : toboggan vers l'exploitation ?

Le rectorat ne cesse de prétendre que le nouveau dispositif post-bac est un bon dispositif permettant aux jeunes de mieux choisir leurs formations, en fonction de leurs compétences.

Dans le Quotidien, du 10 octobre dernier, un jeune témoigne qu'il a été refusé à tous ses vœux, il se retrouve ainsi à chercher une formation privée ou une formation en alternance, en partie dans l'entreprise et en partie dans le centre de formation.

Mais voilà qu'un patron a refusé sa candidature sous prétexte qu'il serait trop absent de l'entreprise !

Hé oui ! Pour les patrons ce n'est pas la peine de traverser la rue si on n'est pas prêt à accepter n'importe quoi !

L'Éducation nationale : mauvais payeur !

800 agents non titulaires travaillent pour l'Éducation nationale à La Réunion. Ceux qui n'ont pas cumulé 6 ans d'ancienneté et ne peuvent donc prétendre à un CDI doivent se contenter de contrats ponctuels, souvent à cheval sur plusieurs établissements, et en plus fort distants les uns les autres, imposant à ces travailleurs des journées sans temps de récupération.

Comme si cela ne suffisait pas, l'Éducation nationale met des mois avant de leur payer leurs salaires ou avant de leur remettre leurs attestations de travail en fin de contrat les laissant sans ressources pendant de longues périodes.

Un zéro pointé pour Blanquer et son staff !

Hollande : du vent !

L'ancien président de la république, François Hollande, était en visite à La Réunion les 9 et 10 octobre. Il y est venu faire la promotion de son livre « Les leçons du pouvoir » et de sa fondation « La France s'engage » .

Des leçons, les travailleurs en ont tiré des cinq années du pouvoir de Hollande en tant que président et de son gouvernement !

En effet, qui n'a pas en mémoire les lois dites « El Khomri » et « Macron » qui ont anéanti les rares droits contenus dans le code du Travail contre lesquelles les travailleurs ont fait grève durant des mois ? Qui a oublié l'allongement de la durée de cotisation jusqu'à 43 ans pour toucher une retraite à taux plein ainsi que l'augmentation des cotisations elles-mêmes ?

Hollande veut faire croire que « l'économie sociale et solidaire » qu'il promeut à travers sa fondation est une autre « *manière de répondre aux besoins de demain* » pour contrebalancer « *cette société du profit et de la mondialisation qui déchire le tissu social* ».

Mais de qui se moque-t-il ? Hollande qui reconnaît avoir augmenté le taux de CICE, c'est-à-dire des milliards offerts aux capitalistes, a été, comme ses prédécesseurs et comme son poulain Macron, un serviteur zélé de cette société dirigée par les riches qu'il fait mine de décrier.

Hollande prétend qu'il a choisi La Réunion pour démarrer sa campagne en faveur de sa fondation car l'île serait un bon exemple d'insertion et de solidarité.

Mais qu'a-t-il fait durant son mandat pour « pérenniser » les emplois aidés dont le nombre s'est avéré d'ailleurs bien en-deçà des 30 000 qu'il avait promis ?

Devant la politique désastreuse pour les travailleurs de Macron, l'ancien président tente de semer l'illusion qu'il y « *des raisons d'espérer* », que « *la gauche peut apporter des réponses* ».

À qui ? Certainement pas aux classes populaires à qui il a mené la guerre pendant son séjour à l'Élysée à tel point qu'il n'a plus eu le courage de se représenter en 2017, par crainte de prendre une raclée électorale.

Hollande et la gauche ? Non merci !

Wauquiez-Macron même combat !

Dans une récente déclaration, le dirigeant du parti Les Républicains, Laurent Wauquiez, a tenté de se distinguer du gouvernement Philippe-Macron. Il a présenté ses « quatre recettes pour baisser la dépense publique » : porter la durée hebdomadaire de travail des fonctionnaires de 35 à 39 heures ; supprimer les régimes spéciaux et aligner les retraites du public sur

celles du privé ; instaurer une allocation unique égale à 75 % du SMIC ; conditionner à 3 années de cotisations en France l'accès des étrangers aux prestations sociales.

Il a aussi préconisé de « durcir les sanctions contre les chômeurs qui refusent de chercher un emploi ».

Économies escomptées : entre 20 et 30 milliards d'euros qu'il attribuerait aux entreprises sous

forme de baisse de charges et d'impôts.

Quel manque d'imagination ! On croirait du Macron tout craché, avec une pointe de Le Pen !

Il attend quoi avec cette surenchère de propos abjects anti-travailleurs et anti-chômeurs ? Une place de ministre au gouvernement ?

Macron représentant de commerce multicartes du Medef

Macron continue à se démener pour les intérêts des patrons français. Après avoir rendu visite au président arménien, le voilà revenu à Paris pour recevoir le président ouzbek.

L'Ouzbékistan, pays musulman d'Asie centrale, peuplé de 33 millions d'habitants très pauvres, occupe cependant une place stratégique à la frontière de l'Afghanistan et sur la route de la Chine.

C'est un pays aussi riche en uranium, une matière première qui intéresse particulièrement la société

française Orano (ex-Areva) qui aimerait bien diversifier ses sources d'approvisionnement dans ce minerai indispensable au fonctionnement de ses centrales nucléaires. Bien d'autres groupes capitalistes français sont intéressés par ce pays : Alstom qui se verrait bien emporter le marché de la modernisation du chemin de fer ouzbek, Veolia et Suez celui du système d'eau et de chauffage de Tachkent, la capitale ouzbek, et Total, Bouygues, Natixis...

Suite aux poignées de main entre

Macron et le président ouzbek, Shavkat Mirziyoyev, 5 milliards d'euros de contrats ont ainsi été signés dans ce pays dont le PIB n'est que de 60 milliards d'euros !

Macron, comme ses prédécesseurs, met les mains dans le cambouis pour la défense des intérêts de ses patrons, les capitalistes français. Pour eux tous, que la population ouzbek vive dans la misère et sous la dictature, n'est qu'un détail !

Un marché du Syndé : les capitalistes seront gagnants à coup sûr

Le 10 octobre, le Conseil d'État a suspendu le marché de traitement des déchets entre le Syndé (syndicat de traitement des déchets de la zone nord-est) et l'entreprise Inoest, filiale Suez d'un montant de 243 millions d'euros.

Avec ce jugement le chantier de ce futur centre de traitement, situé sur la commune PCR de Sainte-Suzanne et qui a déjà démarré, risque d'être remis en cause.

C'est Jean-Paul Virapoullé le maire de Saint-André et président de la communauté des communes de l'est, la Cirest, qui est à l'origine de

la plainte ayant conduit à cette suspension. Pour lui, ce marché aurait dû faire l'objet d'une mise en concurrence, ce qui n'a pas été le cas.

Après le verdict du Conseil d'État, Virapoullé a crié victoire en comparant cette affaire à celle de la « Bi-départementalisation » de 2001 qui l'avait opposé au PCR.

En croisant le fer avec son ancien allié Gerald Maillot le président du Syndé, Virapoullé prétend défendre les intérêts des Réunionnais et se faire le garant des fonds publics investis dans ce gros ouvrage.

Mais le gaspillage d'argent public

est le cadet de ses soucis, lui qui ne bouge pas un sourcil devant les milliards de cadeaux que l'État fait à ses amis capitalistes. D'ailleurs, si le marché est en définitive annulé, Inoest ne manquera pas de demander des dédommagements aux collectivités locales, autrement dit ce sera la population qui passera à la caisse.

Car dans ces batailles pour s'accaparer les juteux profits des commandes publiques les capitalistes font toujours payer les faux frais et les dommages collatéraux à la population et aux travailleurs.

Aquarius : Macron avec Salvini contre les migrants

Samedi 6 octobre, des dizaines de milliers de manifestants ont répondu à l'appel de SOS-Méditerranée dans une soixantaine de villes en France, mais aussi à Bruxelles, Berlin, Madrid et Palerme, pour réclamer qu'un pavillon de navigation soit donné à l'*Aquarius*.

Après avoir débarqué cinquante-huit migrants à Malte, le navire est arrivé le 4 octobre à Marseille, son port d'attache, sans perspective de reprendre la mer. Sous la pression du gouvernement italien, Panama lui a retiré son pavillon, comme l'avait fait Gibraltar un mois auparavant.

Le gouvernement italien parvient à ses fins parce que SOS-Méditerranée n'a reçu le soutien d'aucun gouvernement de l'Union européenne. Rien n'empêcherait le gouvernement français d'accorder un pavillon de navigation à l'*Aquarius*, comme l'ont réclamé des manifestants en France le 6 octobre. Mais, pour Macron, c'est hors de question, et ce n'est pas une surprise. Il a lui-même entonné le refrain de l'extrême droite en juin dernier, affirmant qu'un bateau d'humanitaires « *faisait le jeu des passeurs* ».



Manifestation à Paris

S'il se présente comme l'incarnation d'une Europe du progrès, Macron s'abrite derrière l'absence d'accord européen pour refuser d'accueillir les migrants. L'Europe humaniste dont il se gargarise dans ses discours dépend donc du bon vouloir des gouvernements d'extrême droite d'Italie, de Hongrie ou d'Autriche. Pour Macron, lutter contre l'extrême droite, c'est en accepter la pression,

que ce soit à l'échelle de la France ou de l'Union européenne.

Alors, l'*Aquarius* restera à quai peut-être pour longtemps. Des migrants disparus en mer en paieront le prix, quand on sait que le bateau a secouru 29 000 personnes entre 2016 et 2018. Mais cela n'entre pas en compte dans les calculs politiques des dirigeants d'extrême droite comme du soi-disant progressiste Macron.

CHU-GHER

Les travailleurs hospitaliers ont raison de se battre !

L'annonce par l'ARS et le CHU du contenu de la soi-disant compensation de la suppression de l'indexation de leurs primes, a provoqué la colère des personnels des hôpitaux qui se sont mobilisés massivement contre ce coup d'arnaque du gouvernement.

Les agents du CHU ont fait grève car le compte n'y est pas !

Non seulement la mesure du ministère de la santé prévoit la fin progressive de l'indexation pour les employés en fonction, mais celle-ci est carrément supprimée pour les nouveaux embauchés.

Avec cette nouvelle attaque du gouvernement, les salariés vont perdre entre 50 et 700 euros par mois sur leurs salaires.

Pour justifier la suppression de l'indexation sur les primes, le gouvernement a déclaré que celle-ci était illégale.

Quand il s'agit de faire des cadeaux par milliards aux plus riches, le gouvernement trouve le moyen de fabriquer des lois sur mesure et dans l'urgence !

Il est capable de répondre favorablement aux patrons qui demandent, par exemple, à continuer de bénéficier de cette invention inouïe qu'est la TVA non perçue mais récupérable (!) ou à toucher son équivalent, voire plus !

Mais quand il s'agit des fonctionnaires hospitaliers, il découvre le caractère « illégal » de leur prime qui existe depuis des décennies... pour la

supprimer !

Tous les gouvernements qui passent s'attaquent aux prétendus « privilèges » des fonctionnaires qu'ils ont acquis grâce à leurs luttes, notamment par la grève de 62 jours en 1953.

En s'en prenant aux hospitaliers, le gouvernement s'en prend à toutes les couches populaires de l'île, car ces pertes de revenus sont du pouvoir d'achat en moins pour tous. Et parce que cette attaque du gouvernement en prépare d'autres sur ce même terrain, dans les autres catégories de la fonction publique.

Les travailleurs de l'hôpital ne doivent pas perdre un seul centime sur leur salaire

BOURBON BOIS

Les travailleurs ne doivent pas être sacrifiés !

Le procureur de La Réunion a demandé le placement de l'entreprise Bourbon Bois en redressement judiciaire.

La direction de l'entreprise s'oppose au redressement en prétendant que celle-ci n'est pas en difficulté avec 3,5 millions dans les caisses. Mais en même temps, elle réclame de la part de la Région, en plus des 15 millions déjà versés par elle, une aide supplémentaire pour financer les 523 projets en souffrance.

Pour le syndicat UR 974, qui défend les salariés, cette décision du procureur est fondée car il y aurait des « dysfonctionnements » au sein de l'entreprise et des « remontées d'argent qui se traduisent par des

risques pour l'entreprise ».

Ces risques c'est surtout sur les 61 salariés qu'ils pèsent, en l'occurrence, avec le licenciement évoqué par la direction de 43 d'entre eux.

Une fois de plus, ce sont les travailleurs qui servent de variables d'ajustement à la gestion douteuse des patrons.

Il n'y a aucune raison que les travailleurs payent à la place des dirigeants de l'entreprise !



Les ASEM refusent d'être mises devant le fait accompli !

Suite à la décision de la mairie d'imposer aux Asem le travail pendant les vacances scolaires, pour encadrer les mercredis jeunesse et les centres de loisirs, le mécontentement a commencé à s'exprimer parmi ces travailleuses.

En effet, ces tâches supplémentaires se traduisent par des journées épuisantes pouvant parfois atteindre 10 heures. Les temps de pause sont souvent réduits au minimum avec l'obligation de continuer à surveiller les marmailles. Certaines Asem se retrouvent à surveiller plus de 40 élèves en même temps. Elles refusent de porter le chapeau en cas d'accident en lieu et place de tous leurs décideurs qui se montrent incapables d'assumer leurs responsabilités. Elles refusent, par exemple, avec raison, d'administrer des médicaments à des enfants asthmatiques (PAI).

La suppression des contrats aidés



décidée par Macron et son gouvernement est bien sûr à l'origine de cette situation, mais la direction de la mairie au lieu de combattre cette politique anti-sociale demande à ses salariées d'accepter d'en subir les conséquences.

Les Asem qui refusent de voir leurs conditions de travail se dégrader ont raison. Certaines, en guise

d'avertissement, ont débrayé pour se rappeler au bon souvenir de leur direction, ce qui a eu pour effet de faire débouler deux responsables de service qui leur ont annoncé une énième « réunion de travail », mais à laquelle leur syndicat ne pourrait pas assister !

À croire qu'à leur inaptitude ils veulent ajouter l'image de cheffailons ?

DANS LE MONDE

INDONÉSIE

La population abandonnée

Le bilan du tremblement de terre et du tsunami qui a frappé la ville indonésienne de Palu et sa région s'élève désormais à plus de 2 000 morts. Une semaine après la catastrophe, les habitants qui ont réussi à échapper au drame manquent de tout. Ils seraient 200 000 réfugiés dans des abris de fortune et errant à la recherche de leurs proches.

Ce triste spectacle est celui de bien des catastrophes lorsqu'elles surviennent dans des pays pauvres, où le désastre est encore accentué par l'absence totale de prévention et le manque de moyens disponibles pour faire face. Dans le cas de l'Indonésie, le refus de l'armée et des autorités de laisser accéder l'aide internationale

autrement qu'au compte-gouttes accentue encore le chaos, et permet par ailleurs aux grandes puissances de se dédouaner à bon compte de leur inaction.

Jamais l'on n'a pu voir, lors des grandes catastrophes de ces dernières années survenant dans des pays pauvres, plus que quelques bataillons de sapeurs-pompiers, des maîtres-chiens pour repérer les victimes enfouies et rarement un navire hôpital. Souvent, on voit surtout intervenir des organisations non gouvernementales comme Médecins sans frontières ou la Croix-Rouge. Ce n'est rien par rapport à ce que mettent en œuvre les grandes puissances lorsqu'il s'agit de défendre militairement

leurs intérêts. Ainsi, lors de la première guerre du Golfe en 1991, ce sont 940 000 hommes que les USA, la Grande-Bretagne et la France ont transportés dans le désert irakien, nourris pendant des mois, alimentés en essence et soignés quand il le fallait. Et leurs dirigeants sont prêts à recommencer si nécessaire.

Si de telles capacités étaient mises à la disposition des populations sinistrées, comme en Indonésie, les conséquences des catastrophes naturelles en seraient considérablement réduites. Mais cette société capitaliste consacre infiniment plus d'argent à détruire des vies humaines, quand les intérêts des possédants l'exigent, qu'à en sauver.

Ce que prépare l'extrême droite

Au Brésil, le candidat d'extrême droite Bolsonaro, en recueillant 46 % des voix au premier tour des élections le 7 octobre, est en position d'être élu lors du second tour qui aura lieu le 28 octobre.

Sa percée témoigne de la crise que traverse le pays et de l'effondrement des partis qui ont été au pouvoir depuis la fin de la dictature militaire en 1985. Si le Parti des Travailleurs est le parti qui résiste le mieux et accède au second tour, tous paient très cher l'impopularité qu'ils ont gagnée au pouvoir en étant les grands bénéficiaires de la corruption généralisée.

En plus de n'avoir été jusqu'ici l'objet d'aucune enquête pour corruption, Bolsonaro doit son ascension récente au soutien des Églises évangélistes réactionnaires et corrompues, et à son langage radical contre l'insécurité. Les armes courent les rues et les champs et font chaque année près de 70 000 victimes. Bolsonaro n'a aucun remède à cette situation, mais va légitimer un peu plus la vio-

lence de la police, qui depuis toujours s'exerce en toute impunité contre les pauvres et en particulier contre les jeunes Noirs.

Bolsonaro ne risque guère non plus de réduire la corruption, car il veut libérer de toute contrainte les patrons corrupteurs. Une partie de ses électeurs veulent sans doute croire à un homme nouveau, hors système, qui les sauvera de la corruption, des partis traditionnels déconsidérés, de la crise économique, du chômage, de l'insécurité. Mais rien de tout cela ne sortira de sa hotte.

En revanche contre les travailleurs, le programme du candidat d'extrême droite est plus précis et prêt à être appliqué, avec la réforme des retraites et toute liberté donnée aux patrons. Il s'agit de faire payer à la classe ouvrière la crise qui atteint maintenant le pays, la baisse des investissements et des exportations, le chômage, le déficit des caisses publiques, la faillite de la santé et de l'éducation.

Ce programme était déjà celui de tous les anciens partis, mais Bolsonaro promet de le faire appliquer dans toute sa brutalité, en faisant sans doute un usage plus large du gourdin. Les travailleurs, les couches pauvres de la population brésilienne, doivent se préparer à rendre coup pour coup.



Bolsonaro (Wikipédia.org)

Le bilan des gouvernements du PT

Créé en 1980 pour contester la dictature militaire, le Parti des travailleurs (PT) brésilien a été longtemps dirigé par Lula, ouvrier métallurgiste et syndicaliste ayant mené des grèves importantes. Les travailleurs, et plus largement la population pauvre, pouvaient se reconnaître dans ce travailleur, qui avait connu la faim dans son enfance et avait commencé à travailler à 14 ans.

Au pouvoir de 2003 à 2016, le PT a d'abord bénéficié d'une conjoncture favorable à l'économie brésilienne, grâce aux prix élevés des productions agricoles et minérales qu'elle exporte. Le gouvernement du PT a pu alors satisfaire en partie les espoirs de ceux qui l'avaient porté au pouvoir, en soulageant un peu leur misère, tout en laissant les proprié-

taires terriens et les capitalistes, véritables maîtres de l'économie, continuer de s'enrichir. Cette période faste du PT au pouvoir vaut aujourd'hui encore à Lula, bien qu'emprisonné pour corruption et empêché de participer à l'élection présidentielle, une popularité importante dans les milieux populaires.

En fait, Lula puis Dilma Rousseff, qui lui a succédé à la présidence en 2011, ont gouverné pendant douze ans en alliance avec les partis traditionnels des classes privilégiées. Sous leur présidence, le PT a trempé lui aussi dans la corruption, en participant aux combines habituelles qui marquent la politique brésilienne.

L'électorat du PT lui-même a fini par en être choqué, d'autant plus qu'il y a quatre ans l'économie du pays a commencé à entrer en réces-

sion. Le chômage s'est envolé, la misère s'est étendue. Pour un parti comme le PT, qui n'a jamais été autre chose qu'un parti réformiste, il ne pouvait être question de prendre les mesures qui auraient été nécessaires pour faire payer la crise aux profiteurs capitalistes. Ce sont les classes populaires qui ont subi celle-ci de plein fouet.

Au premier tour de l'élection présidentielle, Haddad, le candidat du PT, a perdu douze millions de voix par rapport au résultat de Dilma Rousseff en 2014, qui en avait déjà perdu plus de quatre millions par rapport à 2010. L'espoir que le PT a un temps soulevé s'est évanoui dans sa gestion loyale du capitalisme brésilien.

MAURICE

Zones franches = zones la souffrance !

Le site d'information Zinfos-Moris signalait le 5 octobre que « 300 travailleurs Népalais et Bangladeshis recrutés pour la construction d'un centre récréatif pour personnes âgées à Surinam (sud de l'île) étaient sans salaires depuis 3 mois ».

Ces travailleurs ayant contacté un représentant syndical pour que justice leur soit rendue ont été menacés par leur superviseur d'être renvoyés dans leurs pays d'origine.

Le patronat mauricien est

coutumier de ce genre de pratique ignominieuse. Il y a quelques années, suite au décès d'une ouvrière chinoise travaillant dans la zone franche, victime d'un malaise et laissée sans soin par son patron, ses camarades de travail avaient réagi en cessant le travail. Elles avaient été toutes rapatriées en Chine !

La dictature qu'imposent les patrons dans la zone franche mauricienne est sans limites. Elle se traduit par des condi-

tions de travail tellement insupportables que certains travailleurs peuvent y perdre la vie.

Et pourtant c'est ce type de zone de non droit que rêvent de mettre en place ici même à La Réunion tous les politiciens de droite et de gauche, y compris le PCR... pour soi-disant y attirer les entrepreneurs et lutter contre le chômage !

*Dîner Dansant
de Lutte Ouvrière
17 novembre 2018*

**Salle Rwa Kaf
Sainte-Suzanne**

***Table de presse
*Livres à prix réduits
*Exposé sur Mai 68
*Mini-conférence sur
le réchauffement
climatique**

**Adultes
25€**

**Enfants
-12 ans
12€**

**Enfants
-6 ans
gratuit**

**Réservez vos
places
auprès de
nos militants**

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT- BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale

Lutte ouvrière

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication

: Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282

